FP

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 47.178/2
DU 5 OCTOBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 7 septembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel "approuvant le mode de vérification d'alarmes pour les biens et d'alarmes pour les personnes par des centraux d'alarme et des services internes d'alarme", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations particulières

Préambule

Conformément aux nouvelles règles de légistique, il faut mentionner tous les articles et leurs subdivisions éventuelles qui constituent le fondement juridique précis du projet, sans faire précéder l'énumération des articles par "notamment" [1].

Il y a donc lieu, d'une part, de compléter le visa de l'article 13 de l'arrêté royal du 25 avril 2007 fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes d'alarme et de gestion de centraux d'alarme, qui concerne exclusivement les alarmes pour les biens, par le visa de l'article 23, qui concerne les alarmes pour les personnes, et, d'autre part, d'omettre le mot "notamment" dans les deux premiers visas.

---

(1) Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 27, p. 43 et formule F 3-2-2, www.raadvst-consetat.be.

Dispositif

Article 1er

1. Au 3/, il est déconseillé de présenter une énumération sous forme de tirets ou autres signes typographiques analogues, car cela rend difficile l'identification des subdivisions et augmente le risque d'erreurs de références et de modifications [2].

Cette observation vaut également pour l'article 2, 4/.

2. Au 3/, dans le texte français, il y a lieu de remplacer les mots "dans minimum 2 espaces" par "au moins dans deux espaces".

3. Aux 4/ et 5/, l'auteur du projet définit les mots "vérification visuelle d'une personne suspecte" et "vérification visuelle d'une situation suspecte". Or, les mots "vérification visuelle" sont définis à l'article 1er, 17/, de l'arrêté royal du 25 avril 2007 précité [3]. Il y a lieu par conséquent de remplacer, d'une part, les mots "il ressort des images" par les mots "il ressort de la vérification visuelle" et, d'autre part, les mots "les images font apparaître" par les mots "la vérification visuelle fait apparaître".

Articles 2 et 3

D'une part, l'article 13, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 avril 2007 précité énonce que "Les centraux d'alarmes et les services internes d'alarme doivent vérifier les alarmes par au moins une des manières approuvées par le ministre".

---

(2) Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 59, p. 53, www.raadvst-consetat.be.

(3) Cet article énonce notamment que "Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par : [...] 17/ vérification visuelle : la visualisation d'images provenant du lieu où le système d'alarme se trouve, avec le seul but de réaliser une vérification, sans que ces images soient nécessairement également enregistrées; [...]".

L'article 1er, 16/, du même arrêté définit le mot "vérification" comme suit :

> "le contrôle par le récepteur d'alarme que l'alarme, est bien la conséquence, en cas d'alarme pour les biens, d'une intrusion non permise ou d'une tentative, ou en cas d'une alarme pour les personnes, d'un délit ou une tentative contre une personne".

Cette vérification semble pouvoir consister dans le constat d'alarmes multiples provenant de détecteurs différents, dans un certain délai ou dans des circonstances particulières.

D'autre part, la phrase introductive des articles 2 et 3 du projet se terminent par les mots "après au moins une des vérifications suivantes".

Or, à l'article 2, 4/, 5/, 10/, 11/, 12/ et 13/, et à l'article 3, 1/ à 9/, 16/, 18/ et 19/, le projet tel que rédigé ne prévoit pas une réelle vérification, mais se contente de prévoir l'émission d'alarmes multiples.

L'auteur du projet doit dès lors rédiger les textes relatifs à ces hypothèses afin de faire mieux apparaître que le récepteur de l'alarme doit procéder à une vérification. À titre d'exemple, le 4/ pourrait être rédigé comme suit :

"4/ En cas d'alarme pour les biens confirmée de manière multiple, le constat qu'au moins un signal d'alarme est identifié comme une alarme de bris de vitre ou une alarme sismique;"

Article 3

Aux 15/et 16/, il serait préférable de remplacer les mots "utilisé comme commerce" ou "surface commerciale" par les mots "affecté à l'exercice d'une activité professionnelle" ou "surface professionnelle". En effet, les mots "commerce" ou "commercial" excluent les lieux affectés à l'exercice de professions libérales, ce qui, selon le fonctionnaire délégué, ne correspond pas à l'intention de l'auteur du projet.

Article 4

L'article 4 prévoit un effet temporaire pour l'article 3, 19/, du projet. Or, il est déconseillé de rassembler, dans un même article, des dispositions applicables sans limite de temps et des dispositions temporaires [4].

Il y a donc lieu d'omettre le 19/ de l'article 3 du projet et de rédiger l'article 4 comme suit :

"Art. 4. Pendant les neuf mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, la centrale d'alarme et le service interne d'alarme peuvent vérifier une alarme d'un système d'alarme pour les personnes par la constatation de l'émission d'un nouveau signal d'alarme, dans les 10 minutes, par le même bouton-poussoir d'alarme."

Article 5

Le mode habituel de publication des arrêtés ministériels est la reproduction en entier dans le Moniteur belge. Il n'y a dès lors pas lieu de se limiter à une simple mention au Moniteur belge et de prévoir une notification aux intéressés.

Observation finale

Le projet utilise des formes incorrectes pour indiquer les heures et les délais. Le signe " ' " est réservé à la minute, subdivision du degré dans la mesure des angles. Il y a donc lieu, dans l'ensemble du projet, de remplacer le signe " ' " par "minute(s)". Pour les indications des heures, le projet est de plus inconstant. Il est suggéré d'écrire "entre 22 h et 6 h" ou "entre 22 heures et 6 heures". Il est renvoyé également à la version néerlandaise de l'avis sur ce point.

(4) Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative" Recommandation n/ 48, p. 51, www.raadvst-consetat.be.

La chambre était composée de

Messieurs	Y.	KREINS,	président de chambre,
	P.	VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M.	BAGUET,	
	B.	VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur adjoint.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON Y. KREINS

FP

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.178/2
VAN 5 OKTOBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 7 september 2009 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot goedkeuring van de wijze van verificatie van goederenalarmen en persoonsalarmen door alarmcentrales en interne alarmdiensten", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Overeenkomstig de nieuwe regels inzake de wetgevingstechniek moeten alle artikelen en de eventuele onderverdelingen ervan worden vermeld die de juiste rechtsgrond van het ontwerp vormen, zonder dat de opsomming van de artikelen wordt voorafgegaan door de woorden "inzonderheid op" [1].

Bijgevolg moet enerzijds de verwijzing naar artikel 13 van het koninklijk besluit van 25 april 2007 tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen en beheer van alarmcentrales, een artikel dat uitsluitend de goederenalarmen betreft, worden aangevuld met een verwijzing naar artikel 23, dat de persoonsalarmen betreft, en moeten anderzijds in de eerste twee leden van de aanhef de woorden "inzonderheid op" vervallen.

---

(1) Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, 2008, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling nr. 27, blz. 4 en formule F-3-2-3, www.raadvst-consetat.be.

Dispositief

Artikel 1

1. Wat punt 3/ betreft, wordt afgeraden onderdelen te nummeren bij wege van streepjes of andere, soortgelijke typografische tekens; zulks bemoeilijkt immers de identificatie van de onderdelen van de opsomming en verhoogt het risico op vergissingen bij verwijzingen of wijzigingen [2].

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 2, 4/.

2. In de Franse lezing van punt 3/ schrijve men "au moins dans deux espaces" in plaats van "dans minimum 2 espaces".

3. In de punten 4/ en 5/ geeft de steller van het ontwerp een definitie van de woorden "visuele verificatie van een verdacht persoon" en "visuele verificatie van een verdachte situatie". De woorden "visuele verificatie" worden echter gedefinieerd in artikel 1, 17/, van het voornoemde koninklijk besluit van 25 april 2007 [3]. Bijgevolg dienen de woorden "uit de beelden blijkt" en "uit de beelden zijn" respectievelijk vervangen te worden door de woorden "uit de visuele verificatie blijkt" en "uit de visuele verificatie zijn".

---

(2) Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, 2008, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling nr. 59, blz. 53, www.raadvst-consetat.be.

(3) Dit artikel bepaalt inzonderheid : "Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder : [...] 17/ visuele verificatie : het bekijken van beelden afkomstig van de plaats waar het alarmsysteem zich bevindt, met als enig doel een verificatie uit te voeren, zonder dat deze beelden noodzakelijk ook worden opgenomen; [...]".

Artikelen 2 en 3

Enerzijds bepaalt artikel 13, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 25 april 2007 het volgende :

"De alarmcentrales en de interne alarmdiensten dienen de alarmen te verifiëren op minstens één van de door de minister goedgekeurde wijzen."

Artikel 1, 16/, van hetzelfde besluit definieert het woord "verificatie" als volgt :

> "het nazicht door de ontvanger van het alarmsignaal of het alarm wel degelijk het gevolg is van, in het geval van een goederenalarm, een ongeoorloofde binnendringing of een poging daartoe, of in het geval van een persoonsalarm een misdrijf tegen een persoon of een poging daartoe;".

Deze verificatie blijkt te kunnen bestaan in de constatering van meervoudig alarm afkomstig van verschillende detectoren, binnen een bepaalde tijdspanne of in bijzondere omstandigheden.

Anderzijds eindigt de inleidende zin van de artikelen 2 en 3 van het ontwerp met de woorden "na minstens één van volgende verificaties".

In de huidige lezing van artikel 2, 4/, 5/, 10/, 11/, 12/ en 13/, en van artikel 3, 1/ tot 9/, 16/, 18/ en 19/, voorziet het ontwerp echter niet in een eigenlijke verificatie, maar beperkt het zich ertoe het uitzenden van een meervoudig alarm voor te schrijven.

De steller van het ontwerp moet de teksten die deze situaties regelen bijgevolg aldus redigeren dat beter tot uiting komt dat de ontvanger van het alarm een verificatie moet uitvoeren. Punt 4/ kan bij wijze van voorbeeld als volgt worden gesteld :

"4/ In geval van meervoudig bevestigd goederenalarm, de constatering dat minstens één alarmsignaal geïdentificeerd is als glasbreukalarm of als een seismisch alarm;".

Artikel 3

Het zou verkieslijk zijn om in de punten 15/ en 16/ de woorden "het handelsgedeelte" en "een als handelszaak gebruikt pand" respectievelijk te vervangen door de woorden "de beroepsoppervlakte" en "een voor het uitoefenen van een beroepsactiviteit bestemd pand". Het woorddeel "handels-" sluit immers de plaatsen uit die bestemd zijn voor het uitoefenen van een vrij beroep, wat volgens de gemachtigde ambtenaar niet overeenstemt met de bedoeling van de steller van het ontwerp.

Artikel 4

Artikel 4 bepaalt dat de uitwerking van artikel 3, 19/, van het ontwerp van tijdelijke aard is. Evenwel wordt afgeraden om tijdelijke en niet-tijdelijke bepalingen samen op te nemen in eenzelfde artikel [4].

Bijgevolg moet punt 19/ in artikel 3 van het ontwerp vervallen en moet artikel 4 als volgt worden geredigeerd :

"Art. 4. Tijdens de negen maanden volgend op de inwerkingtreding van dit besluit kunnen de alarmcentrale en de interne alarmdienst een alarm van een persoonsalarmsysteem verifiëren door de constatering dat binnen een tijdspanne van tien minuten een nieuw alarmsignaal is uitgezonden met één en dezelfde alarmdrukknop."

Artikel 5

De gebruikelijke wijze van bekendmaking van ministeriële besluiten is de publicatie in extenso in het Belgisch Staatsblad. Er is dan ook geen reden om zich te beperken tot bekendmaking bij wijze van een eenvoudige vermelding in het Belgisch Staatsblad en te voorzien in kennisgeving ervan aan de belanghebbenden.

(4) Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, 2008, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling nr. 48, blz. 52, www.raadvst-consetat.be.

Slotopmerking

In het ontwerp worden uren en tijdspannen verkeerd weergegeven. Het apostrofteken " ' " wordt alleen gebruikt om minuten aan te geven als een onderverdeling van een graad bij het meten van hoeken. In het gehele ontwerp vervange men bijgevolg het apostrofteken door het woord "minuut" (of "minuten"). Bovendien wordt voorgesteld om in de Nederlandse lezing van het ontwerp de uuraanduiding niet weer te geven met de woorden "tussen 22.00 u. en 6.00 u.", maar met de woorden "tussen 22 uur en 6 uur". Wat dit punt betreft, wordt eveneens verwezen naar de Franse versie van het advies.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M.	BAGUET,	
	B.	VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. DELVAL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

B. VIGNERON Y. KREINS